

## ANNEXE AU DEBAT SUR TICAD -TUNISIE 2022

### I. Caractéristiques de TICAD

#### A. Historique de TICAD

Face à l'hésitation des autres pays donateurs de l'Aide Publique au Développement (APD), le Japon avait alors décidé d'aller de l'avant et organisa à Tokyo, en 1993, en partenariat avec le PNUD et la Coalition Globale pour l'Afrique, alors présidée par McNamara, la première édition de TICAD, Tokyo International Conference on African. Development.

Les organisateurs avaient invité à participer tous les acteurs souverains et institutionnels, régionaux et multilatéraux, qui s'intéressent et contribuent au développement en Afrique

. Les pays africains participent à un haut niveau et l'ouverture du TICAD est assuré par le Premier du Japon. Le TICAD se réunissait tous les cinq ans au Japon jusqu'à la cinquième édition en 2013 qui prit la résolution d'accélérer le processus, en organisant le Sommet tous les trois ans et de le tenir alternativement au Japon et en Afrique. En 2016, le Kenya accueillait la sixième édition de TICAD, la première édition en Afrique.

En l'an 2000, à la suite de TICAD 2 en 1998, le Japon qui accueillait le Sommet du G8 à Okinawa, invita à une réunion pré-Sommet la Troïka africaine, constituée alors par l'Afrique du Sud, l'Algérie et le Nigéria. L'association de l'Afrique devint une tradition aux sommets du G8 qui créa en 2003, le FPA, le Forum pour le Partenariat avec l'Afrique.

Plus tard, à partir de 2014, les sommets avec l'Afrique se multiplièrent et il existe aujourd'hui plusieurs sommets appelant au partenariat pour le développement de l'Afrique.

- 1993: Tokyo International Conference on African Development
- 2000 : Troïka africaine au Sommet du G8 à Okinawa
- 2003: Forum of Partnership with Africa, by the G7, reformed in 2009
- 2014: Canada-Africa Business Summit
- 2016: Africa-Turkey Economy and Business Forum,
- 2016: Asia Africa Growth Corridor
- 2018: FOCAC, Forum on China-Africa Cooperation,
- 2020: Prosper Africa with the USA,
- 2020: Africa-UK Investment Summit,

#### B. . Mission assignée à TICAD

TICAD a maintenu le cap dès son lancement sur une mission à trois dimensions de

- Développement économique : aider les pays africains à amorcer de bonnes dynamiques de développement et à mieux participer à la Chaîne Globale de Valeur, CGV

- Développement social : aider les pays à améliorer la sécurité humaine des personnes et les conditions de vie sociale telles que la santé, l'éducation, etc.
- Développement sécuritaire : aider les pays à améliorer les conditions de sécurité nationale, de paix et de stabilité au niveau des pays,

### C. Principes régissant TICAD

Tout au long des 7 éditions de TICAD, les débats, les décisions et les agendas d'action ont veillé à respecter deux principes majeurs, **l'Ownership** et **le Partnership**.

#### 1. Ownership

Le principe de **l'Ownership, l'Appropriation**, de TICAD stipule que l'aide au développement doit être conçue et mise en œuvre de manière que, après un délai raisonnable, le pays bénéficiaire s'approprie et maîtrise sa propre dynamique de développement. Il doit pouvoir compter de plus en plus sur ses propres moyens, comme ce fut le cas dans les pays de l'ASEAN, et devenir même, éventuellement, lui-même un pays prestataire et donateur d'aide publique au développement.

#### 2. Partnership

Le Principe de Partnership recommande que la contribution de TICAD au développement en Afrique soit conçue et mise en œuvre de manière à établir des relations de partenariat équilibrées et durables. Ce partenariat œuvre à mettre à profit les complémentarités et les synergies qui peuvent exister entre le Japon, ou le pays donateur d'APD, et les pays africains, pour réaliser les objectifs et la mission du processus TICAD.

Ce principe simple peut être appliqué dans le domaine économique pour la meilleure insertion de l'Afrique dans la chaîne globale de valeur par la plus grande mobilisation de la main d'œuvre africaine par l'externalisation d'activités industrielles. L'association des compétences africaines et le partenariat avec les bureaux d'études et les entreprises locales en Afrique a été confirmé et renforcé à TICAD 6 en 2016 par le concept « Made **With** Japan ». Il vise aussi à contribuer à l'amélioration de la compétitivité de la présence et de l'action des bureaux d'études et des acteurs industriels japonais en Afrique.

Enfin, la pandémie COVID-19 a souligné l'impératif de solidarité humaine et de l'instauration d'une culture de valeurs, d'attitudes et de comportement de solidarité internationale dans le combat de la pandémie. TICAD 8 pourrait préconiser et plaider l'adoption du principe de **Solidarité Humaine**, comme troisième principe de TICAD, complétant les principes de Ownership et de Partnership.

### D. Participation et organisation des travaux de TICAD

#### 1. Niveaux de Participation

Les grands pays donateurs d'aide publique au développement, les institutions régionales et internationales concernées par le développement en Afrique participent au sommet du TICAD. Le nombre de personnes, de chefs d'Etats ou de Gouvernements Africains ainsi que le nombre de

leaders d'institutions régionales, multilatérales et internationales participant à TICAD a beaucoup augmenté. Dix mille (10 000) personnes, quarante-deux (42) chefs d'Etats et de Gouvernements, 53 pays, et 108 leaders d'institutions régionales et internationales et d'organisations non-gouvernementales ont participé à la septième édition, TICAD 7, en 2019 au Japon.

## 2. Organisation des travaux

TICAD inclut des séances solennelles d'ouverture et de clôture et d'autres séances officielles plénières. Il inclut des séances et des ateliers parallèles ministériels officiels sectoriels. Il inclut aussi des événements privés et civils parallèles. TICAD 7 a inclus en particulier une séance plénière de dialogue entre les chefs d'Etats et les leaders des pays et des institutions avec le secteur privé.

## II. Présence économique du Japon

Les premières éditions de TICAD étaient focalisées sur les questions de gouvernance, d'aide publique au développement, de sécurité humaine et nationale, de résolution de conflits, et d'établissement de la paix et de la stabilité dans les pays et les régions de l'Afrique.

Aujourd'hui, TICAD a commencé à focaliser le débat et l'action sur le rôle du secteur privé, de l'infrastructure de qualité, de la technologie et du capital humain dans le développement, dans la modernisation économique, l'industrialisation rapide, la diversification et la transformation structurelle. La nouvelle orientation est reflétée dans le thème de TICAD 6, en 2016, le premier sommet TICAD à avoir lieu en Afrique, à Nairobi, au Kenya. Le thème porta sur « La Conférence Publique-Privée de l'Afrique et du Japon sur l'Infrastructure de Qualité ». JAIDA, Japan-African Infrastructure Development Association, avait été créée à cette occasion.

L'orientation vers le secteur privé est aussi reflétée dans l'annonce du Premier Ministre Shinzo Abe du Japon, à l'occasion de TICAD 7, en 2019, au Japon, de l'engagement de \$20 milliards d'investissement par le secteur privé japonais pour la période de trois ans 2019-2021 ?

De même, l'amélioration de l'environnement de l'investissement et des affaires en Afrique a-t-il fait l'objet pour la première fois d'une rencontre et d'un dialogue entre les chefs d'états et les hommes d'affaires leaders du secteur privé.

Table 1 résume les résolutions principales du sommet TICAD 7, organisé en 2019, au Japon et qui a constitué un repère en termes de participation et d'annonces.

**Table 1 - TICAD 7 in numbers, Japan, 2019**

Participants	
10,000	
53	African. Leaders
108	Participating TICAD Partner countries
\$20 B	Leaders of regional and international organizations, representatives of NGOs and

of the private sector

3,000 Announced three years 2019-2022 investment by the Japanese private sector in Africa

140,000 Africans to be trained for 6 years under the Abe Initiative

Africans to be trained under other initiatives and areas (e.g., health, Science and Technology, Security, etc.)

Les tableaux et figures ci-dessous montrent l'évolution de la présence des entreprises japonaises en Afrique et la liste des projet annoncés à l'occasion de TICAD 5, à Nairobi, au Kenya, le premier sommet TICAD en Afrique, qui se tiendra désormais tous les trois ans alternativement en Afrique et au Japon.

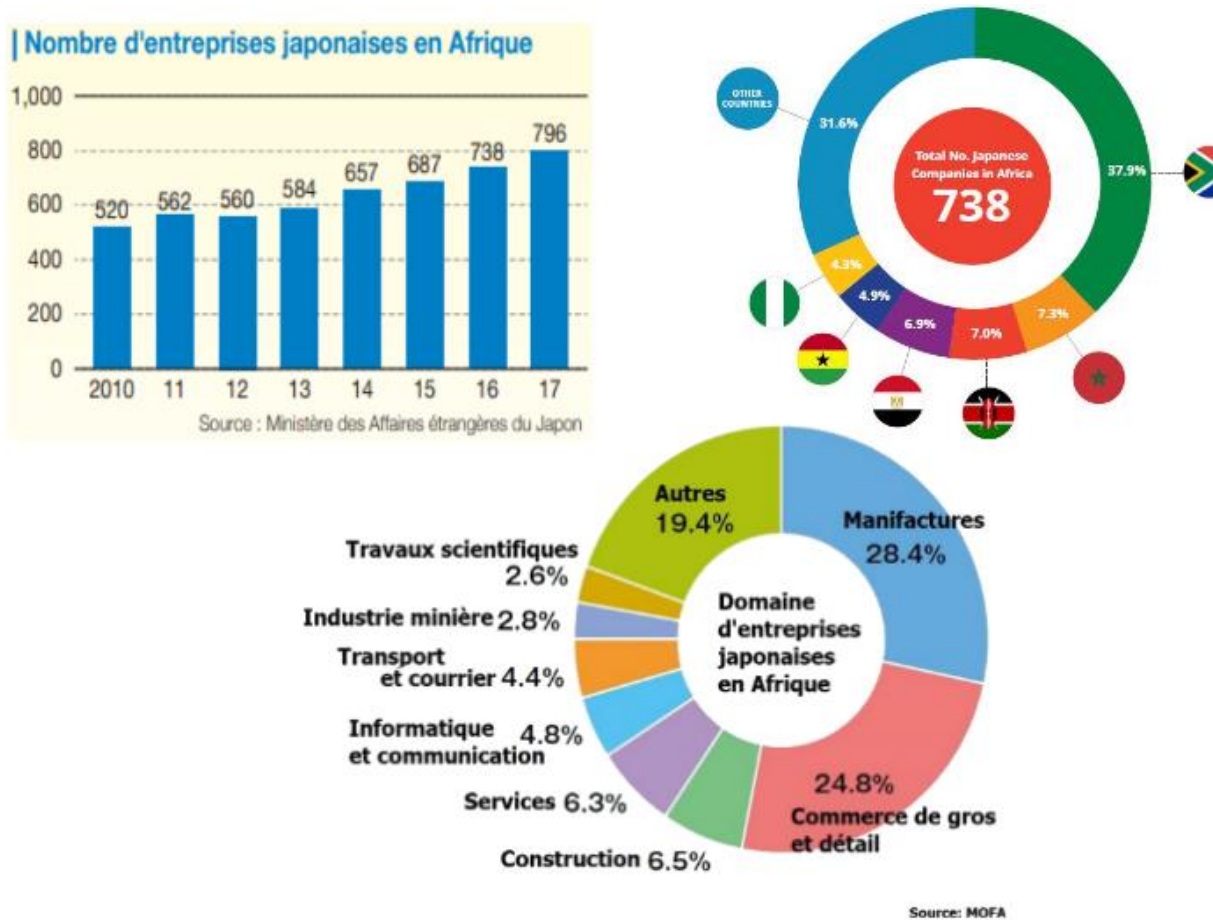


Figure 5 - The footprint of Japanese companies in Africa: Number of companies, top host countries, and main industries.

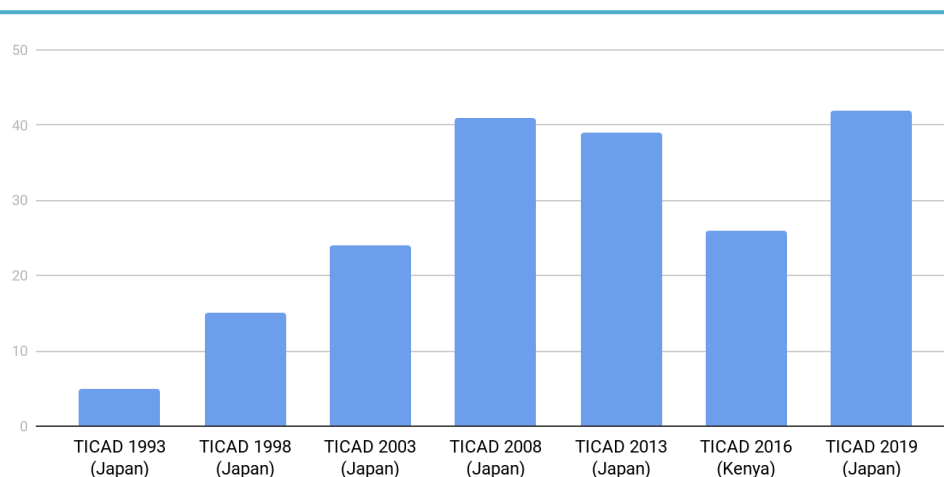


Figure 6 - Number of participant African leaders in TICAD since 1993.



Figure 7 - Projects announced in Japan just prior to TICAD 2016 in Kenya.

Ce qui ressort de ces figures In 2013, c'est d'abord l'importance des projets d'infrastructure d'énergie et de santé par de grands acteurs japonais tels que Hitachi, Marubeni, Mitsubishi, NEC, Sumitomo, Takeda Pharmaceuticals, Toyota Tsusho, etc. De même la concentration des projets sur les pays ayant des façades maritimes sur l'océan indien ou atlantique.

De même y-a-t-il lieu de noter la concentration de la présence des entreprises japonaises en Afrique du Sud, plus de 87% et au Maroc qui avec 7% est un deuxième lointain mais un deuxième quand même. Alors que la Tunisie n'en a attiré que 22 sociétés japonaises comme le montre le tableau suivant :



22 Japanese companies have footprints in Tunisia (May 2020)

### III. JAIDA : « Made With Japan », pour une infrastructure de Qualité « Seamless Africa »

L'importance des projets d'infrastructure de transport, de communication et d'énergie renvoie aux conclusions et recommandations du rapport réalisé par la Banque de Développement Asiatique et son Institut, le ADBI, sur la crise financière Asiatique de 1998, et publié en 2009 sous le titre **Infrastructure for a Seamless Asia (Infrastructure pour une Asie sans Sutures)**.

Le rapport souligne:

- L'immensité géographique du continent, soit le quart de la superficie du globe terrestre avec de vastes régions intérieures, d'îles lointaines, etc.,
- La taille de la population, la moitié de la population mondiale,
- La diversité religieuse, ethnique, culturelle, etc.,
- La disparité des niveaux de développement et de revenu, d'accès aux marchés, régionaux et extérieurs,
- La disparité dans la connectivité intra et internationale, la densité, le niveau et la qualité de l'infrastructure, surtout l'infrastructure de transport et l'infrastructure de l'énergie

- La dépendance de marchés extérieurs

Le rapport souligne aussi la dépendance des économies et des exports asiatiques de marchés non-asiatiques. Il souligne également que la connectivité, de l'infrastructure, surtout celle de l'énergie, du transport et des communications dans la lutte contre la pauvreté, au processus de développement et à la compétitivité des économies asiatiques. Le rapport souligne enfin que les pays dotés de bonnes infrastructures ont montré plus de résilience face à la crise de 1998 et se sont remis plus rapidement de la crise.

Le rapport recommande au titre de tous ces points que les pays asiatiques, avec le soutien de la Banque Asiatique de Développement ouvrent à développer :

- Un marché régional Panasiatique soutenu par
- Une infrastructure régionale d'une fluidité totale pour une « Asie sans points de suture », « Seamless Asia ».

En 2013, en toute concordance avec les conclusions et les recommandations du rapport, la Chine annonce à Astana, capitale du Kazakhstan, le lancement de son programme ambitieux BRI, Belt and Road Initiative (Initiative Routes et Ceintures), de réalisation d'infrastructure de transport terrestre, routier et ferroviaire, et maritime, inspiré des anciennes routes de la Soie. La Chine a aussi créé l'AIIB, la Banque Asiatique de l'Investissement dans l'Infrastructure. Ce programme ambitieux, initialement focalisé sur l'Asie centrale et les anciennes routes de la soie, terrestres et maritimes, est vite globalisé et étendu à l'Europe, l'Afrique, créant un espace économique Afrique-Europe-Asie. Plus tard encore BRI est étendu et ouvert à tous les pays, même aux Amériques.

De son côté, le Japon propose d'abord l'initiative Miyazawa de création d'un fonds monétaire asiatique pour faire face à la crise de 1998, initiative à laquelle se sont opposés ses partenaires occidentaux souverains et institutionnels.

En 2013, le Japon crée un fonds de \$200milliards d'investissement dans l'infrastructure, réservé essentiellement à l'Asie et soutenu par des instruments institutionnels et techniques et une action de promotion d'une « Infrastructure de **Qualité** » « Made **With** Japan ».

Dans cette doctrine japonaise « d'Infrastructure de Qualité », la « **Qualité** » est définie par :

- Le coût de fonctionnement sur le cycle de la durée de vie de l'infrastructure
- La sécurité,
- La fiabilité
- La résilience
- La durabilité et
- La pertinence aux besoins
- La création d'emplois.

De même, le concept « Made **With** Japan » souligne que l'éligibilité au financement par le fonds est conditionnée par le respect par le projet d'infrastructure proposé au financement du principe de partenariat avec le pays bénéficiaire, et de transfert de know-how aussi bien dans la conception que dans réalisation du projet. Enfin le concept de « Made **With** Japan » aide les entreprises japonaises, surtout les PME, à mieux participer aux opportunités du marché de projets d'infrastructure.

En septembre 2016, à l'occasion de TICAD 6 à Nairobi au Kenya, une nouvelle association, JAIDA, Japan-Africa Infrastructure Development Association, a été créée dont la mission est de contribuer à mettre en œuvre cette stratégie. Plus spécifiquement, la mission de JAIDA est d'informer les parties africaines et japonaises concernées, d'une manière régulière, sur l'expérience et les capacités du

Japon, et sur les opportunités de coopération, d'investissement ou de partenariat en matière d'infrastructure de qualité.

JAIDA œuvrera aussi, sous la tutelle du Ministère du Territoire, de l'Équipement, du Transport et du Tourisme du Japon, à promouvoir et à faciliter les relations entre le secteur public et privé au Japon et en Afrique. JAIDA soutiendra la mission du gouvernement japonais et celui de la JICA et des autres institutions japonaises à livrer l'APD (Aide Public au Développement) et à promouvoir la coopération internationale avec l'Afrique

#### IV. SATREP : Partenariat scientifique

Un autre point important et inattendu qui ressort des figures sur la présence des entreprises japonaises en Afrique, concerne la présence d'institutions et d'entreprises scientifiques (2.6%) qui est presque aussi importante que celle des entreprises dans le secteur minier (2.8%).

Cette présence est le résultat d'une politique pionnière adoptée sur recommandation du Conseil de la Politique en Science et Technologie z. Ce Conseil a en effet recommandé en 2007 l'éligibilité des projets de recherche scientifique et technologique au financement concessionnel de l'APD (Aide Publique au Développement).

Le Gouvernement japonais a adopté la recommandation et a chargé la JICA et la JST (l'Agence Japonaise de Science et de Technologie) de mettre en vigueur cette recommandation. La mise en œuvre a pris la forme de projets **SATREP** (Science And Technology REsearch Partnership for sustainable development)

En 2008, à l'occasion de TICAD 4, la Banque Africaine de Développement a signé un MOU avec l'Université de Tsukuba étendant aux autres pays de l'Afrique, la coopération scientifique et académique qu'elle a fondée avec la Tunisie. Depuis, l'Afrique est devenue un partenaire important du Japon dans la chaîne globale d'innovation de technologie et de savoir émergent

Table 3. **Distribution of SATREP projects around the world**

Source: SATREPS website, March 14, 2021

Region	Number of Countries	Number of Projects
<a href="#">Asia</a>	10 countries	31 projects
<a href="#">Latin America/Caribbean</a>	6 countries	9 projects
<a href="#">Africa</a>	15 countries	18 projects
Other	2 countries	2 projects

L'émergence d'une CGRITS, Chaîne Globale de Recherche, d'Innovation de Technologie et de Savoir, consacre l'émergence d'un nouveau paradigme de développement et de compétition basé sur l'innovation et d'une distribution internationale de l'innovation. Cette distribution de l'innovation et de la R&D rappelle la distribution internationale de la production industrielle, devenue aujourd'hui

une pratique courante imposé par l'impératif de la compétitivité. La CGRITS permet de mobiliser le potentiel de recherche, de développement et d'innovation et de valoriser les résultats d'innovation dans beaucoup de pays en développement, que les entreprises locales ne sont pas en mesure de mobiliser ou de valoriser.

L'émergence de pratiques d'outsourcing, de crowdsourcing, d'innovation et de R&D ouvertes, et d'une Chaîne GRITS donnent une nouvelle valeur, stratégique dans certains domaines, aux compétences et aux capacités africaines sous- utilisées de recherche, dans le nexus CGV-CGRITS et dans le paradigme émergent de développement basé sur l'innovation, et non sur la dotation en ressources.

TICAD doit œuvrer à l'insertion de l'Afrique non seulement dans la CGV, la Chaîne Globale de Valeur économique mais aussi dans la CGTRIS, la Chaîne Globale de Recherche, d'Innovation, de Technologie et de Savoir.

TICAD 8 sera l'occasion de concevoir et de promouvoir des projets, des instruments et des institutions plaidant pour et œuvrant à, l'insertion, au main-streaming, de l'Afrique dans la chaîne globale émergente de production industrielle et économique, mais aussi dans la chaîne de recherche, d'innovation, de science et de technologie. TICAD 8 pourrait s'inspirer de l'exemple et de l'expérience de TJASSST, de ARENA, avec l'Université de Tsukuba et de JAIDA pour lancer des événements scientifiques périodiques, AFJAST, TICAD STS Forum, etc., et créer des institutions à l'exemple de ARENA, JAIDA, par exemple JASTA, Japan-Africa Science and Technology Association.

## V. Témoignage de Mounir Bouraoui Consultant, TICAD \_UNE GRANDE OPPORTUNUTE POUR LA TUNISIE

La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), a décidé que la TICAD 8 se tiendra en 2022 et sera accueillie par la République Tunisienne. Ce sera pour la deuxième fois que La TICAD aura lieu en Afrique, après Kenya en 2016.

Depuis son lancement en 1993, la TICAD ne cesse de gagner de l'importance en tant que conférence internationale et multilatérale qui a pour objectif de résoudre des questions de développement en Afrique.

Tous les spécialistes s'accordent à dire que l'Afrique est la plus grande zone prometteuse du 21ème siècle. Toutefois, le continent est également confronté à divers défis tels que les conflits, la pauvreté le manque de ressources financières et techniques et la bonne gouvernance.

**L'AFRIQUE : Continent convoité par plusieurs pays :**

- la Chine ;
- la France ;
- L'Inde ;
- La Turquie ;
- le Canada etc.

Plusieurs initiatives internationales ont été mises sur pied :

- la Route de la soie, lancée par la Chine en 2000 ;
- le plan américain "Prosper Africa" en 2020 ;
- le forum Turquie-Afrique en 2016 ;
- le forum russo-africain en 2019 ;
- et dernièrement l'initiative lancée par l'Inde.

Le Japon renforce son initiative TICAD au service du développement de l'Afrique. Un développement intégré et global.

La TICAD se veut en rupture avec le cadre de la coopération traditionnelle qui fait des pays donateurs des donneurs d'ordre vis-à-vis des pays récipiendaires et dont l'aide est souvent liée aux intérêts des donateurs.

#### Important à signaler

Le Japon transfère la maîtrise d'œuvre aux pays africains eux-mêmes. C'est un concept qui fait confiance aux pays partenaires. Il faut regarder la TICAD tel un mécanisme d'une grande importance qui vise à sortir ce continent (plein de ressources/potentialités) de sa situation de dépendance.

L'effort de développement à la charge des pays africains devient comme un acte d'émancipation économique.

La finalité est de les affranchir de toute tutelle étrangère pour leur développement

Enjeux et défis lancés par la TICAD

#### A. Opportunités pour la Tunisie :

La Tunisie a été choisie pour mener à bien les objectifs de la TICAD 8. Sa position géographique et le savoir-faire capitalisé dans différents domaines ainsi que ses bonnes relations avec les pays d'Afrique subsaharienne, lui permet de jouer ce rôle et mener à bon port cette mission.

Il appartient à la Tunisie et aux institutions en charge de ce dossier (Chambre mixte tuniso-japonaise) de réaliser les études afin d'identifier les meilleures opportunités/ secteurs et sélectionner les opérateurs et les partenaires nationaux et régionaux des différents secteurs sélectionnés à savoir les TIC, la santé, les énergies renouvelables, l'agriculture bio et celui des infrastructures.

**La Tunisie se propose d'être un relais entre l'Afrique et le Japon**

Dans sa diversité et son immensité l'Afrique dispose d'un potentiel reconnu par les différents spécialistes qui lui permet, une fois bien exploité, de sortir de la spirale du sous-développement.

La Tunisie peut jouer un rôle important dans les pays avec qui elle entretient des relations privilégiées surtout en Afrique de l'Ouest.

La plupart des pays de la sous-région disposent de STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT MULTISECTORIEL ? PARTICIPATIVE ET TERRITORIALISEE.

Des stratégies de développement dans le contexte sous régional.

L'AGRICULTURE : un secteur très porteur.

## B. Cas du MALI :

- 7% seulement des terres agricoles sont exploitées soit 3,2 millions d'ha sur 43,7 millions d'ha ;
- 2,2 millions d'ha de terres aptes à l'irrigation sous réserve d'aménagement ;
- Les ressources en eau, malgré les changements climatiques restent considérables. Le delta du fleuve Niger s'étend sur 30 000 km<sup>2</sup> ;
- Seulement 10 à 15 % de ce potentiel est exploité ;
- Principales productions : le riz, le coton, la canne à sucre, la mangue et surtout l'élevage ovin et bovin ;
- L'OFFICE DU NIGER dispose de 1 million d'ha en irrigué par gravitation ; seules 10% des superficies sont exploitées.
  - Projet chinois de production de canne à sucre sur 3X 20000 ha
  - Etudes de projet de production de pommes de terre et semence de pomme de terre réalisé pour un promoteur Tunisien n'a pas pu voir le jour malgré la mise à disposition de 500 ha par l'Office du Niger.

A titre indicatif le cout de location d'un ha en irrigue et de 10 \$ par an (terrain non aménagé)

Malgré ce potentiel énorme, le Mali importe annuellement pour :

- 180 millions de dollars de conserve de tomate en provenance essentiellement de la chine ;
- 92 millions de dollars d'oignons en provenance de l'UE et de la chine ;
- 41 millions de dollars de pomme de terre en provenance de l'UE et une infime quantité du Maroc ;
- 64 millions de \$ de jus de fruits en provenance de l'UE, de l'Afrique du Sud et du Maro

D'autres secteurs sont porteurs en l'occurrence :

- Le transport routier ;

- **L'industrie de textile (filature, tissage etc.). Le Mali et le Burkina constituent les premiers producteurs au monde de coton, et ils sont les plus grands importateurs de tissus d'Allemagne, des Pays Bas et dans une moindre mesure de l'Egypte**

le 25 mai 2022